



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Logement

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Logement - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux eau de la cité universitaire ' Colombière ' route de Ganges à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant leurs parcours résidentiels, notamment par la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi souhaité contribuer aux projets de rénovation et de modernisation des cités universitaires gérées par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Le CROUS de Montpellier possède le premier parc de logement social étudiant de France avec plus de 10 000 lits. C'est aussi le premier parc rapporté au nombre d'étudiants avec un taux d'équipement de 10,6 %. Les cités universitaires traditionnelles ont, pour la plupart, été construites dans les années 60 et 70. L'importance de ce parc nécessite une politique de réhabilitation et de maintenance adaptée.

Ainsi, le CROUS entreprend notamment des travaux de réfection des réseaux d'eau : alimentation en eau potable (AEP), eau pluvial (EP) et eaux usées (EU). L'objectif est d'améliorer le niveau de captation des EU-EP et de réduire les coûts de maintenance.

Dans ce cadre, le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours au remplacement des réseaux EU-EP / AEP de la cité universitaire « Colombière » de 972 logements située route de Ganges à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 335 812 € pour cette opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit ainsi comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 086 500 €
- Fonds propres CROUS : 750 688 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 335 812 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention au CROUS de 335 812 € pour la réfection des réseaux d'eau de la Cité universitaire « Colombière » située route de Ganges à Montpellier ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39706-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.